



TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION SPÉCIALE DU CONSEIL DES MINISTRES

Le sort de la nouvelle loi sur l'investissement connu aujourd'hui

P3

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU SAHARA OCCIDENTAL

Le Groupe de Genève appelle l'ONU à plancher sur le dossier

P2

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 19 mai 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5542 - 19^e année

SAID CHENGRIHA :



« Le peuple algérien est conscient des complots qui se trament contre lui »

P4

AFFRONTEMENTS ARMÉS À TRIPOLI



Alger appelle à éviter l'escalade

P2

IL A FAIT PARTIE DU ONZE QUI A BATTU L'ALLEMAGNE AU MONDIAL-82



Décès de l'ancien international Fawzi Mansouri

P7

HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI CET APRÈS-MIDI À 15H30



Eclair de l'Elle, difficile à battre

P14

DES MILLIERS DE MIGRANTS PERSÉCUTÉS PAR LES FAR AU NIVEAU DU MUR DE LA HONTE

Au Royaume de l'esclavage moderne

Interceptés au niveau du mur de la honte, les migrants subsahariens sont jetés dans des camps de « concentration » où ils subissent une maltraitance digne de l'esclavage moyenâgeux. Les hommes sont surexploités, asservis et vendus, alors que les femmes sont utilisées comme un objet sexuel avant d'être livrées aux réseaux internationaux de prostitution.

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

PDT DE LA FICR, F. ROCCA SUR LA POLITIQUE DE L'UE ET LES RÉFUGIÉS

« L'ethnicité et la nationalité ne devraient pas être des facteurs décisifs pour sauver des vies »

La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a critiqué la gestion européenne notamment dans son accueil des réfugiés, pointant des disparités de traitement entre ceux venant d'Ukraine et ceux en provenance d'Afrique, qui fuient les conflits et les guerres encore persistants sur le continent africain.



PH: DR

Le président de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), Francesco Rocca, a déploré « les écarts de traitement et d'accueil réservés par l'Europe entre les réfugiés venant d'Ukraine et ceux venant d'Afrique » alors qu'ils fuient, a-t-il rappelé aux responsables européens, « les mêmes dangers » a-t-il indiqué, lors d'une conférence de presse à l'ONU, lundi, à l'occasion d'un forum à New York destiné à évaluer les progrès réalisés depuis l'adoption, en 2018, du Pacte mondial sur les migrations. Affirmant que les Européens sont dans une logique de deux poids deux mesures, dans leur politique en matière de la question des réfugiés en général, et de leur accueil, en particulier, sur le sol de l'espace de l'Union européenne, il déclare : « oui, il y a deux poids, deux mesures [...] et on ne peut pas le nier lorsqu'il s'agit de demandes d'une pro-

tection », leur a-t-il souligné. Poursuivant sa plaidoirie en faveur du respect des droits des réfugiés, indépendamment des raisons à l'origine de leurs déplacements et fuite vers des lieux plus cléments, Francesco Rocca s'adressant aux responsables occidentaux en général et européens en particuliers, leur dira que « ceux qui fuient la violence, ceux qui cherchent une protection doivent être traités sur un pied d'égalité ». Ajoutant « je ne pense pas qu'il y ait une différence entre quelqu'un qui fuit le Donbass et quelqu'un qui fuit la violence du groupe radical Boko Haram au Nigeria », le président de la FICR, qui réunit 192 sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, met à nu la politique de deux poids deux mesures des pays de l'UE, sur la question des réfugiés. « Si les Européens ont accueilli avec un grand cœur et une grande âme des millions de réfugiés ukrainiens », selon Francesco Rocca, cette générosité, affirme-t-il « n'est pas de mise pour d'autres

réfugiés qui viennent d'Afrique », ceux notamment, souligne le responsable de la FICR « traversant la Méditerranée, alors même qu'il s'agit de seulement quelques milliers de personnes », a-t-il regretté. En leur rappelant que « la réponse politique, publique et humanitaire à la crise ukrainienne », a montré, poursuit-il, « ce qui est possible lorsque l'humanité et la dignité passent avant tout, lorsqu'il existe une solidarité mondiale et la volonté d'aider et de protéger les plus vulnérables », il exige « que cela doit être étendu à tous ceux qui en ont besoin, d'où qu'ils viennent » précise-t-il. « L'ethnicité et la nationalité ne devraient pas être des facteurs décisifs pour sauver des vies », a aussi affirmé Francesco Rocca. Dressant un bilan du Pacte mondial pour les migrations, ratifié fin 2018 par plus de 150 pays, document non contraignant, le Pacte recense une série de principes, dont la défense des droits humains, des enfants, recon-

naissance de la souveraineté nationale... etc, en plus que le dit document liste différentes options de coopération, le président du FICR prône « l'interdiction des détentions arbitraires ».

Rappelant que « nous commençons le premier examen des progrès accomplis depuis [2018], il exprime sa tristesse d'absence d'avancées notables en matière de respect des droits des réfugiés et des migrants, déclarant que « je suis triste de dire [...] qu'il n'y a pas eu suffisamment de changements dans les politiques et les pratiques pour garantir une migration sûre et digne », a-t-il déploré. « De nombreuses autres vies ont été perdues en raison de cette incapacité à agir », a insisté Francesco Rocca, en précisant que le nombre de morts en Méditerranée avait augmenté depuis 2018. Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, près de six millions de personnes ont fui le pays, selon le Haut-commissariat aux réfugiés. Parmi elles, « des étudiants africains ont été confrontés à des comportements racistes ». Toujours dans l'Hexagone, les propos d'une série de commentateurs, d'acteurs politiques soulignant que les Ukrainiens étaient des « Européens de culture » ou représentaient une « immigration de qualité » dont l'accueil serait plus aisé que celui de réfugiés en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient « ont suscité de vives polémiques » reflétant la persistance du racisme en Europe.

Karima Bennour

AFFRONTEMENTS ARMÉS

À TRIPOLI

Alger appelle à éviter l'escalade

Réagissant aux derniers événements survenus en Libye, porteurs de risques majeurs sur les avancées notables enregistrées par le processus de résolution de la crise, notamment le cessez-le-feu et le dialogue politique inter-libyen, l'Algérie exprime « une grande inquiétude » sur les derniers développements chez le voisin et frère libyen. Suite au déclenchement d'affrontements armés dans la capitale Tripoli, Alger s'adressant à l'ensemble des acteurs libyens, a appelé « à éviter l'escalade. » « L'Algérie suit avec une grande inquiétude les derniers développements survenus en Libye, pays frère, suite au déclenchement d'affrontements armés dans la capitale Tripoli et appelle toutes les parties libyennes à faire preuve de retenue et à éviter l'escalade, en plaçant l'intérêt suprême du pays audessus de toute considération », lit-on dans un communiqué du porte-parole du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. « L'Algérie appelle toutes les parties libyennes à unifier leurs efforts pour réunir les conditions nécessaires à l'aboutissement du processus d'organisation d'élections libres et transparentes en tant que meilleur moyen permettant de consacrer la souveraineté du peuple libyen dans le choix de ses représentants et la réalisation de ses aspirations légitimes, de mettre fin à la crise et d'asseoir les fondements d'un État démocratique et moderne », conclut le document du MAE.

R. I.

VIOLATIONS MAROCAINES DES DROITS HUMAINS AU SAHARA OCCIDENTAL

Le Groupe de Genève appelle l'ONU à plancher sur le dossier

Le Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits humains au Sahara occidental a appelé le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à examiner les violations commises par le royaume du Maroc dans les territoires sahraouis occupés, notamment le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Dans un communiqué conjoint rendu public récemment, les 308 organisations membres du Groupe de soutien de Genève appellent "le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme à divulguer les observations de la surveillance à distance opérée par son Bureau sur les violations des droits de l'homme au Sahara occidental occupé". Elles appellent également "le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies à examiner les violations des droits de l'homme, y compris les violations flagrantes et systématiques dans le Sahara occidental occupé, et de faire des recommandations à ce sujet, conformément au paragraphe opérationnel 3 de la résolution A/RES/60/251 de l'Assemblée générale" de l'ONU. Le Groupe de Genève exhorte, en outre, "le Conseil des droits de l'homme de l'ONU (à) continuer à pré-

ter une attention particulière aux violations des droits humains, notamment le droit à l'autodétermination, qui résultent d'une intervention, de l'agression et de l'occupation militaire du territoire non autonome du Sahara occidental par le royaume du Maroc, conformément au paragraphe opérationnel 5 de la résolution A/RES/76/152 de l'Assemblée générale des Nations unies". "Des violations systématiques du droit international humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme de la part du royaume du Maroc se confirment", soulignent les 308 organisations membres. "Le jeudi 5 mai, l'éminente défenseuse des droits de l'homme norvégienne, Tone Sofron Moe, représentante légale de plusieurs défenseurs des droits de l'homme et journalistes sahraouis devant différentes procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, s'est vue refuser l'accès au Maroc à son arrivée à l'aéroport de Rabat au motif qu'elle a des problèmes avec le Maroc", déplorent les signataires du communiqué. Le Groupe de soutien de Genève dénonce le fait qu'"en violation des lois marocaines et internationales, aucune décision motivée écrite ne lui a été présentée, de sorte qu'elle ne pouvait

pas faire appel de la décision", relevant que l'activiste norvégienne, "a été empêchée de discuter avec des diplomates norvégiens de son ambassade locale qui se trouvaient à l'aéroport".

« La politique coloniale d'occupation militaire au Sahara occidental, flux persistant de colons marocains, le pillage des ressources naturelles, le harcèlement et le recours systématique à la torture des sahraouis... »

"Depuis 2014, des centaines de défenseurs des droits humains, de juristes, d'avocats, de journalistes et de parlementaires de dizaines de pays, y compris des membres du Parlement européen, se sont vus refuser l'accès au territoire marocain ou au territoire du Sahara occidental occupé, ou ont été expulsés de ces territoires", dénoncent également les signataires, précisant que, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU est lui aussi banni du territoire occupé. Néanmoins, ajoute la même source, "un certain nombre de juristes et avocats de différentes nationalités ont réussi à entrer dans le pays et ont eu des réunions prolongées avec les membres des familles des prisonniers politiques sahraouis et avec plusieurs ambassades du

samedi 7 mai au mardi 10 mai, tout en étant constamment suivis par les forces de sécurité marocaines". Le Groupe de Genève indique, entre autres, que "les membres des familles des prisonniers, arrêtés en novembre 2010, ont témoigné que, depuis la fin du processus judiciaire en 2017 qui s'est conclu par de lourdes peines de prison pour 19 membres du groupe Gdeim Izik, tous ont été expédiés dans différents centres de détention marocains", loin de leurs familles vivant au Sahara occidental et sans aucune preuve matérielle. "Le flux persistant de colons marocains, le pillage continu des ressources naturelles, le harcèlement et les menaces à l'encontre des défenseurs sahraouis des droits de l'homme, le recours systématique à la torture à leur rencontre, les restrictions imposées aux sahraouis dans l'accès à l'éducation et au travail, la négation de leur droit au développement et de leurs libertés fondamentales font partie de la politique coloniale d'occupation militaire du Sahara occidental par le royaume du Maroc, qui viole le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance", conclut le communiqué.

R. I.

DES MILLIERS DE MIGRANTS PERSÉCUTÉS PAR LES FAR AU NIVEAU DU MUR DE LA HONTE Au Royaume de l'esclavage moderne

Interceptés par les FAR au niveau du mur de la honte, des milliers de migrants subsahariens sont jetés dans des camps de « concentration » où ils subissent une maltraitance digne de l'esclavage moyenâgeux. Si les hommes sont surexploités, asservis et vendus, les femmes sont utilisées comme un objet sexuel avant d'être livrées aux réseaux internationaux de prostitution. Bienvenue au Royaume de l'esclavage rétabli dans sa notion moderne sous les commandes du roi Mohammed VI.



Le Makhzen a beau tenté de noyer le scandale, mais l'affaire a fini par lui exploser en plein visage grâce, fort heureusement, aux quelques rares migrants africains qui ont réussi à se soustraire aux mailles du purgatoire marocain. L'affaire ne remonte pas si loin, pas plus qu'elle n'était l'agression des forces marocaines contre les populations sahraouies opérée au niveau du mur de la honte un certain 13 novembre 2020.

Nous apprenons ainsi de source sécuritaire au fait de ces pratiques dignes de l'esclavage moyenâgeux, qui sont opérées dans le plus grand secret par les services du Makhzen, que des milliers de migrants souffrent le martyre et les pires sévices au niveau du mur de séparation marocain avec le Sahara occidental. Alors que l'esclavage est une vieille pratique que l'on a cru abolie en Afrique (le processus a duré de 1848 jusqu'à 1907), plus d'un siècle après le Royaume de « Sa majesté » vient de le réinventer au grand jour, lui qui a réduit son propre peuple à l'asservissement et à la misère sociale.

Ces migrants subsahariens qui fuient les conflits armés et la pauvreté et parcourent des centaines de kilomètres dans le désert, dans l'espoir d'atteindre la rive nord en vue d'un meilleur horizon, ne savent pas que les Forces royales marocaines leur feront subir un véritable sup-

plice. Bien plus que celui qu'ils ont fui dans les pays subsahariens.

Nos sources précisent que les soldats du Makhzen ont fait de ces ressortissants subsahariens en détresse des otages et des objets de marchandage. Ces migrants sont ainsi soumis à des pratiques d'esclavage. À leur arrivée au niveau du mur de la honte, ils sont systématiquement interceptés, de façon violente, et jetés dans des camps de « concentration » par les forces brutales du Maroc. Sur les lieux, ils vivent dans des conditions inhumaines. Les hommes sont soumis aux sales besognes et parmi lesquels certains sont même vendus, comme cela fût le cas au moyen âge lorsque le maître traîne son dominé qu'il cède contre un montant d'argent.

Les femmes, quant à elles, sont utilisées comme des objets sexuels par les éléments des FAR. Une fois leurs désirs assouvis, les affamés soldats du Roi livrent leurs victimes dans la gueule du loup. Certaines, parmi les « plus présentes » sont ainsi cédées aux réseaux internationaux de prostitution, alors que d'autres font l'objet d'une « vente » pour payer des dettes contractées auprès de tiers. Selon nos sources, ces femmes sont arrachées aux mains de leurs familles une fois arrivées sur les lieux, où elles subissent toutes sortes de supplices sexuels. Les soldats et les officiers de l'armée du roi ont fait de ces personnes des sans-

droits échangeables au même titre qu'un animal domestique.

Aujourd'hui, et grâce à des informations fuitées par les rares victimes qui ont réussi à se soustraire aux mains des bourreaux des FAR, ces ressortissants africains se révoltent pour que le monde entier sache ce que réserve l'armée marocaine aux migrants qui tentent la traversée du désert du royaume du mal et de la honte vers l'Europe. Alors qu'il est déjà au bord du précipice, le Royaume vient de réinventer l'esclavage en Afrique. Tout compte fait, ce n'est pas un hasard pour celui qui a transformé le Maroc en un haut lieu de la drogue, de la débauche et de la misère sociale. Le « roitelet » M6 vient ainsi de remettre en selle les traites négrières dans son pays, alors que l'on a cru une pratique révolue, depuis plus d'un siècle en Afrique.

Aujourd'hui, encore, ces migrants en appellent aux organisations internationales de protection des droits humains pour mettre fin au calvaire des otages du Maroc. Une pratique qui s'apparente comme un moyen de pression inventé par le Makhzen à des desseins inavoués jusque-là.

En tout état de cause, le monde entier est désormais interpellé sur un constat selon lequel le statut d'esclave refait surface en 2022 au Maroc et sur le continent africain.

Farid Guellil

RÉUNION SPÉCIALE DU CONSEIL DES MINISTRE

Le sort de la nouvelle loi sur l'investissement connu aujourd'hui

Le président de la République, Abdelmajjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera aujourd'hui une réunion spéciale du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et au débat du projet de la nouvelle loi relative à l'investissement, indique mercredi un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, M. Abdelmajjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera, jeudi, une réunion spéciale du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de la nouvelle loi relative à l'investissement », lit-on dans le communiqué. Lors du dernier Conseil des ministres, qui s'était réuni le 8 mai dernier, le président de la République avait renvoyé, pour la seconde fois de suite, le projet de loi encadrant l'investissement. Et pour la cause, la mouture que lui a présentée le Gouvernement n'a pas semblé en concordance parfaite avec les orientations et la vision du chef de l'État. D'ailleurs, il a ordonné à l'Exécutif de concevoir le texte à partir d'un certain nombre de paramètres à prendre en considération. Il s'agit de consacrer, dans le texte, le principe de la liberté d'investir, la stabilité du cadre juridique, la limitation du champ d'intervention de l'administration dans les projets d'autofinancement, la réduction des avantages et des incitations fiscales en vue de capter des investissements dans certains secteurs et régions auxquels l'État accorde un intérêt particulier, améliorer les délais de traitement des dossiers, la mise en place du guichet unique et, enfin, l'adoption d'une approche pragmatique concernant les IDE. Pour ce dernier point, il est question d'exiger de l'investisseur deux choses: le transfert technologique et la création des emplois.

F. G.

ITALIE

Prochaine destination du Président

Après sa visite d'État en Turquie et avant celle qui est prévue en Russie, le président Abdelmajjid Tebboune se rendra prochainement en Italie, probablement courant de ce mois, pour une visite d'État, en réponse à une invitation qu'il a reçue du président italien Sergio Mattarella, qui a visité l'Algérie en novembre dernier. D'après les premières indications sur le programme de cette visite, le président Tebboune se rendrait à Rome, où auront lieu les entretiens avec le président italien, et à Naples, pour la signature d'un certain nombre d'accords économiques. Le président Tebboune rencontrera les représentants de la communauté algérienne établie en Italie, comme c'est maintenant de tradition lors des sorties à l'étranger du chef de l'État, afin d'être à l'écoute de leurs préoccupations

et y répondre et les tenir au courant de la situation dans le pays. On sait que le président Tebboune accorde une attention particulière aux relations avec l'Italie. Il y a moins d'un mois, lors de son entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale en évoquant les relations internationales de l'Algérie, le président Tebboune a expressément cité l'Italie, pays envers lequel, a-t-il dit, l'Algérie restera reconnaissante pour son soutien durant les épreuves difficiles. En novembre dernier, à l'occasion de la visite d'État du président italien Sergio Mattarella en Algérie, le président Tebboune a eu à rappeler que les relations algéro-italiennes sont « très anciennes » et se sont renforcées durant la Guerre de libération nationale, sans oublier les aides de l'Italie à l'Algérie lors de la décennie noire,

« un des rares pays à nous avoir soutenu », durant cette époque, avait-il fait observer. À l'issue d'un entretien avec son homologue italien, le président Tebboune avait alors relevé une « convergence de vues » entre l'Algérie et l'Italie sur toutes les questions d'intérêt commun, affirmant que les relations entre les deux pays sont « fortes » et seront « consolidées dans un futur très proche », avait-il annoncé. « Nous nous sommes mis d'accord sur tout », avait insisté le président de la République. La bonne qualité des relations algéro-italiennes a été confirmée lors de la visite à Alger effectuée, le mois dernier, à l'invitation du président Tebboune, par le Président du Conseil des ministres italien, Mario Draghi et qui a été conclue par la signature d'accords énergétiques importants

entre l'Algérie et l'Italie. Plus récemment, il y a quelques jours, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, était à Sorrente, près de Naples, (Italie), où il a pris part au Forum international « Vers le Sud: La stratégie européenne pour une nouvelle saison géopolitique, économique et socioculturelle en méditerranée ». Il a fait savoir, à l'adresse des partenaires italiens, que l'Algérie veut consolider son rôle gazier en tant que fournisseur fiable qui assure un approvisionnement sûr et continu. Ce n'est sans doute pas par hasard que la figure de proue, voire le symbole, de la coopération économique et de l'amitié entre l'Algérie et l'Italie se trouve être Enrico Mattei (1906-1962), le fondateur de ENI (entreprise nationale d'hydrocarbures) qui est aujourd'hui partenaire de Sonatrach. Il a été un ami de la

Révolution algérienne contre l'occupation française. En août 1961, les médias colonialistes algérois avaient rapporté qu'Enrico Mattei a été menacé de mort par l'OAS (Organisation de l'armée secrète, créée pour maintenir l'Algérie sous domination coloniale française), parce qu'il a « déployé une activité anti-française en Orient et en Afrique du Nord ». Enrico Mattei est décédé le 27 octobre 1962 dans un crash d'avion au sud de Milan, dû à l'explosion d'une bombe. En hommage à sa mémoire, le gazoduc « Trans-mediterranean pipeline », reliant les deux pays, porte le nom d'Enrico Mattei depuis l'année 1999, la médaille des Amis de la Révolution algérienne lui a été décernée à titre posthume par le président Tebboune, et un jardin a été baptisé de son nom à Alger.

M'hamed Rebah

SAÏD CHENGRIHA DEPUIS CONSTANTINE :

« Le peuple algérien est conscient des complots qui se trament contre lui »

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a affirmé, hier, depuis Constantine, que « le peuple algérien uni est assez lucide pour saisir « les conspirations qui se trament contre lui ».



PH: DR

Tout en saluant sa « clairvoyance » qui lui a permis de mettre en échec « toutes les manœuvres qui visaient à plonger le pays dans le chaos » et à « mettre en péril son unité territoriale », Chengriha relève par-là la cohésion et l'unité du peuple algérien qui est toujours là pour protéger le pays et ses institutions.

« Soucieux de préserver cette souveraineté et cette indépendance, dont nous nous apprêtons à célébrer le 60e anniversaire de leur recouvrement, le peuple algérien uni, fidèle à lui-même, et imbu de ses valeurs nationales, est assez lucide pour comprendre, sous tous leurs angles, les conspirations qui se trament contre lui, aussi bien dans la sphère publique que privée », a souligné le général de Corps d'Armée, lors d'une rencontre avec les cadres et personnels de la 5e Région militaire. Lors de cette rencontre suivie par visioconférence par l'ensemble des unités de la Région, le chef d'état-major de l'ANP a soutenu que « c'est ainsi qu'il (le peuple, nldr) a pu déjouer, avec sagesse et clairvoyance, toutes les manœuvres qui visaient à plonger le pays dans le chaos, à mettre en péril son unité territoriale et populaire et à saper les fondements de

l'Etat-nation, et ce, au service d'agendas et d'objectifs obscurs », affirmant qu'« il s'agit là d'une preuve indéniable de la cohésion de notre peuple, toujours éveillé aux manigances de ces ennemis ».

En visite de travail et d'inspection de deux jours, dans cette Région, le général de corps d'Armée a tenu à rappeler que « les exploits enregistrés à travers l'ensemble des Régions militaires, en termes de lutte contre le terrorisme, de mise en échec de toutes les tentatives de pourvoir ce dernier en armements et en moyens financiers, témoignent tous des efforts dévoués, sans cesse consentis par l'ANP ».

« Il ne fait pas de doute que la conjugaison de nos efforts, à l'échelle nationale, notamment dans le domaine de l'éradication du terrorisme abject de notre terre bénie, avec ce qu'il implique comme durcissement continu des mesures de protection de nos étendues frontalières nationales, contribuera à l'élimination de ce phénomène transnational et transfrontalier et,

au-delà, à la consolidation de l'effort général déployé à l'échelle régionale et internationale », a-t-il soutenu.

Selon Saïd Chengriha, « les exploits enregistrés au niveau de l'ensemble des Régions militaires, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la mise en échec des tentatives de le doter en armements, en approvisionnements et en moyens financiers, ainsi que le démantèlement de ses réseaux de soutien, notamment parmi les trafiquants de drogues et les chefferies de la criminalité organisée, témoignent tous des efforts sincères et dévoués, sans cesse consentis par l'ANP, conformément aux orientations de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale ».

Lors de cette rencontre avec les cadres et personnels de la 5e Région militaire, « le général de Corps d'Armée a suivi, avec intérêt, les interventions et propositions des cadres de la Région, avant de procéder à l'inspection de quelques unités de la Division,

où il a donné une série d'orientations et de recommandations, portant, essentiellement, sur l'impératif de poursuivre, avec la rigueur requise, les efforts de préparation au combat, et ce, dans l'esprit et la lettre de la directive de préparation des Forces 2021-2022, visant à permettre au corps de bataille de l'ANP d'atteindre le niveau d'excellence, dans tous les domaines », souligne le communiqué.

En plus de la réunion d'orientation avec les personnels de cette Région, tenue après la cérémonie d'accueil, présidée par le général-major Noureddine Hambli, Commandant de la 5e Région militaire, en compagnie du général-major Hassnat Belkacem, chef du Département Emploi et Préparation de l'état-major de l'ANP par intérim, le général de Corps d'Armée, Saïd Chengriha « supervisera l'exécution d'un exercice tactique nocturne, avec munitions réelles, au niveau de la 1ère Division Blindée », conclut la même source.

F.G

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE :

« L'Algérie engagée à soutenir toutes les causes justes dans le monde »

Le ministre des Moudjahidine et des Layants-droit, Laïd Rebiga a affirmé, que l'« Algérie, mue par les nobles valeurs de sa Glorieuse révolution, demeure engagée à soutenir toutes les causes justes dans le monde ». Intervenant à l'ouverture des travaux du séminaire international sur les amis de la révolution algérienne intitulé « La Révolution algérienne, source de rayonnement des valeurs humaines, passerelle d'amitié entre les nations », Rebiga a fait savoir que « la Révolution algérienne a inspiré aux peuples du monde les valeurs de lutte et de combat. L'Algérie est fière du rayonnement de sa Glorieuse révolution qu'elle entend exalter à travers son attachement à toutes les causes justes ». Le ministre a souligné, dans ce sens, que « le monde était unanime à affirmer que les principes énoncés dans la proclamation du 1er novembre 1954 s'inscrivaient dans le cadre des luttes des peuples qui crouissent encore sous le joug du colonialisme », précisant que ce séminaire reflétait « la fierté de l'Algérie pour la contribution de ces hommes et femmes dans la lutte pour la libération nationale et la défense de notre cause juste... Ces amis de la révolution algérienne que nous voulons honorer en leur rendant hommage ». À cette occasion, Rebiga a expliqué que « la célébration du 60e anniversaire de la Fête de l'Indépendance par l'Algérie intervient après une glorieuse guerre de libération ayant venu à bout d'une puissance coloniale et dont la voix s'est faite entendre dans les quatre coins de la planète, grâce à la contribution des amis de la révolution algérienne, ce qui atteste de l'universalité de ses valeurs, de ses arguments et de son humanisme. C'est également grâce à elle que l'Assemblée générale des Nations unies avait consacré le droit des peuples colonisés à l'indépendance ». De son côté, le conseiller du président de la République chargé des Archives et de la Mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, a qualifié les amis de la révolution algérienne de « frères qui avaient combattu, à l'époque, à la douleur des Algériens en faisant face à leurs pays et aux lois en vigueur à l'époque, chez eux », et qui souvent ont été traités de « traîtres » chez eux.

Sarah O.

AYMÈNE BENABDERRAHMANE :

« La guerre de libération est une Révolution humaine »

Présidant l'ouverture du séminaire international sur les Amis de la Révolution algérienne, le Premier ministre Aymène Benabderrahmane a affirmé que la guerre de libération est « une Révolution humaine qui a défendu les valeurs communes et les droits naturels tels que le droit à la vie, l'élimination du racisme et l'arrêt de l'exploitation brutale des peuples et le pillage de leurs richesses », rappelant également que « les avant-gardes de l'Armée de libération nationale (ALN), n'ont eu recours aux armes que comme moyen d'autodéfense et pour défendre la terre et l'honneur, après l'épuisement de toutes les méthodes de résistance populaire et de toutes les méthodes pacifiques et revendications légitimes, depuis un siècle et quart de siècle de temps, au cours desquels le colonisateur avait édicté des lois injustes et utilisé des méthodes brutales pour subjuguier le peuple algérien, rompre l'unité du tissu social et porter atteinte à l'intégrité territoriale ». Pour ces

raisons, ajoute le Premier ministre « notre cause juste et légitime avait gagné la sympathie de la plupart des peuples du monde, individus et États », estimant que la révolution algérienne et ses appuis ont contribué à « redessiner de nouveaux paramètres géopolitiques et stratégiques pour la coexistence entre les nations ». Par ailleurs, Benabderrahmane a conclu en précisant que l'Algérie « exprime sa grande considération à tous les amis de la Révolution algérienne et à tous les amis de l'Algérie qui se sont sacrifiés pour leurs convictions sur le principe de la liberté indivisible ». Ajoutant qu'« après 60 ans de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le 5 juillet 1962, et la construction de l'édifice de l'Etat national, l'Algérie demeure fidèle à la mémoire des femmes et des hommes qui l'avaient épaulé, voire consenti des sacrifices pour la soutenir, issus de plusieurs pays et continents, en dépit de la différence de leur obédience religieuse, langue, idéologie et statut social ». Le Premier ministre

s'est dit convaincu que les Amis de la Révolution algérienne « concrétisent, par leurs nobles positions, la conscience humaine qui défend le bien contre le mal et soutient les opprimés contre les tyrans », ajoutant qu'ils ont subi, eux-mêmes, pour leurs honorables positions, différentes formes d'injustice, qu'ils soient des Amis ou alliés de la Révolution, parmi les individus, peuples ou Gouvernements ». Il a ajouté que tous ces facteurs réunis « ont conféré à la Révolution son caractère

humain et universel, grâce auquel elle a réussi à faire la séparation entre le néocolonialisme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à préserver leur dignité et à arracher leur liberté, car il ne s'agissait pas d'une simple Intifadha ou d'un mouvement de rébellion de groupes hors la loi tel que le prétendait le colonisateur dans les fora internationaux dans une tentative visant à duper l'opinion publique internationale ».

S. O.

« Le droit des peuples à l'autodétermination ne peut être confisqué sous aucun motif »

Le Premier ministre avait aussi déclaré, à la même occasion, que la défense par l'Algérie du principe du droit des peuples à la liberté et l'indépendance se traduit par « ses positions de soutien aux peuples en quête de liberté et d'affranchissement du colonialisme et sa profonde conviction que la volonté des peuples est souveraine en toutes circonstances » et que leur droit à l'autodétermination ne peut être confisqué, sous aucun motif, notamment lorsqu'il s'agit du parachèvement du processus de décolonisation de la dernière colonie africaine, à savoir la République arabe sahraouie démocratique et du soutien au peuple palestinien pour l'établissement de son État national indépendant avec Al-Qods pour capitale.

S. O.

HAUTE AUTORITÉ DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le défi de l'intégrité et la transparence

La loi fixant l'organisation, la composition et les attributions de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, a été publiée dans le dernier numéro du Journal Officiel (JO).

La Haute autorité, comme le stipule l'article 4 de cette loi, « vise à atteindre les indicateurs les plus élevés d'intégrité et de transparence dans la gestion des affaires publiques ». Outre les attributions prévues à l'article 205 de la Constitution, d'autres attributions lui sont conférées, notamment celles de « collecter, centraliser, exploiter et diffuser toute information et recommandation permettant d'aider les administrations publiques et toute personne physique ou morale à prévenir et à détecter les actes de corruption ». Elle peut aussi « recevoir les déclarations de patrimoine et en assurer le traitement et le contrôle, conformément à la législation en vigueur », ainsi que « consolider les règles de transparence et d'intégrité dans l'organisation des activités caritatives, culturelles, culturelles et sportives et dans les entreprises publiques et privées », indique le même article. Elle est chargée également des enquêtes administratives et financières sur les signes d'enrichissement



illicite de l'argent public qui ne peut justifier l'augmentation substantielle de son patrimoine, stipule l'article 5. La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption peut « recevoir l'alerte et/ou la plainte par toute personne physique ou morale en possession des informations, données ou preuves relatives à des faits de corruption », lit-on dans l'article 6, soulignant que « la plainte ou l'alerte doit être écrite, signée et comportant des éléments se rapportant aux faits de corruption et des éléments suffisants pour déterminer l'identité du lanceur d'alerte ou du plaignant ». Sur le plan international, la Haute autorité veille à « développer la coopération avec les organismes de prévention et de lutte contre la corruption au

niveau international et échanger les informations avec eux ». Pour ce qui concerne sa composition, son président « est nommé par le Président de la République pour un mandat de cinq (5) années, renouvelable une seule fois ». Quant à son conseil, il est composé de « trois membres choisis par le président de la République, parmi les personnalités nationales indépendantes, trois magistrats, un de la Cour suprême, un du Conseil d'État et un de la Cour des comptes, choisis, respectivement, par le Conseil supérieur de la magistrature et par le Conseil des magistrats de la Cour des comptes, trois (3) personnalités indépendantes, choisis, à raison de leurs compétences dans les questions financières et/ou juridiques ainsi que de leur intégrité et de leur expé-

rience dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption, respectivement par le président du Conseil de la nation, le président de l'Assemblée populaire nationale et le Premier ministre ou le Chef du gouvernement, selon le cas ». Il compte également « trois personnalités de la société civile, choisies parmi les personnes connues pour l'intérêt qu'elles portent aux questions relatives à la prévention et à la lutte contre la corruption, par le président de l'Observatoire national de la société civile », indique la même loi qui ajoute que « l'Organe de prévention et de lutte contre la corruption continue à exercer ses missions jusqu'à l'installation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption ».

Sarah O.

INDUSTRIE DU MÉDICAMENT – FACULTÉ DE PHARMACIE

Une association au service de l'économie

S'exprimant à l'occasion de l'ouverture de la 1ère édition du Salon de l'industrie pharmaceutique « El Djazair Healthcare », abrité dans la capitale sénégalaise Dakar, du 17 au 20 mai, le doyen de la faculté de pharmacie, Pr. Réda Djidjik a affirmé que la décision de créer une nouvelle Faculté de pharmacie intervient pour accompagner la jeune industrie pharmaceutique et renforcer la formation dans ce secteur économique stratégique. Selon Pr. Djidjik la création de cette faculté vise à appuyer et à accompagner le nouveau département ministériel de l'industrie pharmaceutique dans la formation de la ressource humaine, toutes spécialités confondues, pour répondre aux besoins de cette jeune industrie. Parmi les missions de la nouvelle Faculté, a-t-il ajouté, la recherche des principales professions et spécialités inhérentes à cette industrie en pleine expansion, sachant que l'université n'assurait que la formation dans les deux spécialités de pharma-

cie des hôpitaux et pharmacien d'officine, sanctionnée par un diplôme de licence. L'université d'Alger, à travers la faculté de pharmacie, lancera des formations dans de nouvelles spécialités du domaine de l'industrie pharmaceutique pour l'obtention des diplômes de master et de doctorat en vue d'améliorer la performance du secteur pharmaceutique dans le pays, a indiqué Pr. Djidjik qui est également chef de service du laboratoire de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) Hassani-Issad de Beni Messous (Alger). Selon lui, la faculté a mis en place, dans ce domaine, un programme d'orientation vers certaines spécialités de référence qui sont essentielles pour le secteur pharmaceutique en Algérie. Pour créer des passerelles entre l'université et les entreprises et permettre son ouverture sur l'environnement socioéconomique, Pr. Djidjik a fait état de la signature de plusieurs conventions entre la faculté de pharmacie et des laboratoires pharmaceutiques nationaux et

étrangers implantés en Algérie. Ces conventions permettront, après leur élargissement au fur et à mesure, d'ouvrir la voie aux étudiants, non seulement à travers l'amélioration de la formation appliquée, le renforcement de la recherche scientifique au niveau du laboratoire et de l'université et l'enrichissement des expertises et expériences des deux parties à l'avenir, mais aussi en leur offrant l'opportunité de développer ce partenariat en sociétés mixtes entre l'université et les entreprises économiques, a-t-il dit. Par ailleurs, le même intervenant a dévoilé un autre projet ambitieux pour l'ouverture d'une usine-école afin de contribuer à former des étudiants dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et de promouvoir la recherche et le développement, et ce, pour permettre à l'université de fournir, à l'avenir, les services et technologies indispensables à tous ses partenaires.

Ania Nch.

DESTINÉS AUX BACHELIERS EN MATHÉMATIQUES

Quatre parcours de formations lancés prochainement

Le Directeur général de Formation Lau ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Djamel Boukezzata, a annoncé le lancement bientôt de quatre parcours de formation exclusivement destinés aux bacheliers en Technique Mathématique notamment le génie civile, le génie électrique, le génie mécanique, le génie des procédés, au niveau de trois universités : Blida 1, Sétif 1 et Université des Sciences et Technologies d'Oran (ESTO). Par ailleurs, et lors de son intervention sur les ondes de la Radio chaîne 3, Boukezzata a précisé que la concentration des efforts sur la formation d'ingénieurs, est la stratégie qu'il faut mener pour satisfaire le marché de travail, maintenir une dynamique d'échange entre l'université et le secteur socioéconomique, annonçant, dans ce cadre, qu'à partir de la prochaine rentrée universitaire, « les formations d'ingénieurs seront ciblées ». Le choix, poursuit-il, « est porté sur plusieurs spécialités, à savoir la mécatronique, le génie biomédicale, les télécoms, la sécurité informatique ». Selon lui, ces mesures répondent à un impératif de la réalité socio-économique. Des métiers disparaissent, d'autres émergent et obligent à réviser la carte de formation. « Avec l'avènement de l'intelligence artificielle, 85% des métiers futurs restent inconnus, d'où l'urgence d'anticiper et mettre en place des offres de formation co-construites entre nos universités et les acteurs économiques », prévient-il. Ajoutant, également que les formations en sciences humaines et sociales ont la part du lion au sein de nos universités, en termes de nombres et de diversifications, c'est ce que recense les statistiques. Il faudra donc, selon le Directeur général de Formation, « réaliser l'équilibre dans les spécialités technologiques à travers la création de plusieurs écoles ». L'invité de la Radio algérienne a annoncé qu'en vue de former les élites dans ces matières, le pôle de Sidi Abdellah va accueillir, l'année prochaine, l'École nationale supérieure dédiée aux technologies avancées. « Il s'agit d'un résultat d'une fusion de deux établissements : l'École supérieure des Sciences Appliquées d'Alger et l'École nationale supérieure de Technologie », explique-t-il. Autre cas d'application de cette fusion, note Djamel Boukezzata, au niveau de la ville universitaire d'Annaba, l'École supérieure des Technologies industrielles et l'École nationale supérieure des mines et de métallurgie, pour donner naissance à l'École des métiers d'ingénieur.

S. O.

PLACÉ SOUS LE SLOGAN « UNE AFRIQUE NUMÉRIQUE SÉCURISÉE »

Alger abrite en novembre un sommet sur la cybersécurité

« L'African Cyber Security Summit » (ACSS) marque son grand retour avec sa 3ème édition sous le thème « A Secure Digital Africa », qui se tiendra les 16 et 17 novembre 2022 au Centre International de conférences-Abdelatif Rahal. Ce sommet africain phare de l'écosystème de la Sécurité IT rassemblera plus de 1000 participants, venus de plus de 60 pays. Très attendu par les acteurs de la

sphère numérique et plaçant indiscutablement l'Algérie comme leader africain de la Cyber sécurité, l'ACSS sera animé par des experts et spécialistes de renom aux côtés des entreprises spécialisées, acteurs algériens, africains et mondiaux ainsi que 100 partenaires en vue de contribuer à édifier un espace de partage et d'échanges d'expériences. L'ACSS permettra de débattre des enjeux sous les angles politiques,

stratégiques, techniques, juridiques et éthiques. Ce carrefour d'innovation, de réflexion et de partenariat mettra également en relief les questions de souveraineté numérique pour le développement du continent africain mais aussi créer un climat dynamique favorisant de nouvelles perspectives. En ce sens, des donateurs d'ordre algériens et du continent de la Sécurité des Systèmes d'Information, industriels éditeurs et

constructeurs, experts juridiques, enseignants/chercheurs, chefs d'entreprise, fournisseurs de solutions et experts de la cyber sécurité se donnent ainsi rendez-vous à cet incontournable sommet pour, à la fois, découvrir les dernières tendances et innovations technologiques, partager leurs expériences et échanger sur les opportunités de partenariat.

A. Nch

ÉTATS-UNIS

Biden dénonce le «poison» du suprémacisme blanc

Joe Biden a dénoncé avec véhémence mardi le «poison» du suprémacisme blanc et condamné ceux qui le répandent, dans les médias notamment, après avoir rendu hommage aux dix personnes, toutes afro-américaines, tuées dans une attaque raciste samedi à Buffalo (nord-est).

Dans cette ville de l'Etat de New York, Payton Gendron, homme blanc de 18 ans et adepte de théories complotistes telles que celle du «grand remplacement», a commis un massacre au fusil d'assaut samedi. Du «terrorisme», selon Joe Biden. Evoquant cette thèse raciste, Joe Biden a asséné: «J'appelle tous les Américains à rejeter ce mensonge et je condamne tous ceux qui le répandent pour gagner du pouvoir, des voix, de l'argent». La thèse aux origines néo-nazies du «grand remplacement» prétend que des vagues d'immigration, orchestrées par les élites politiques, vont peu à peu «remplacer» la population blanche.

LE RACISME «DEPUIS TOUJOURS»

Un peu plus tard, lors d'une réception à la Maison Blanche, le démocrate de 79 ans a ajouté: «Vous avez des personnes à la télévision qui parlent de la théorie du +grand remplacement+, qui font paniquer les gens». Il n'a toutefois pas mentionné le nom qui revient le plus souvent depuis samedi dans les commentaires sur le massacre, celui de Tucker Carlson, vedette de la chaîne Fox News et figure de la droite radicale. La vice-présidente Kamala Harris, lors du même événement, a déclaré: «Le racisme est une réalité en Amérique. Depuis toujours.» «Nous avons eu dans notre pays des personnes à des positions de pouvoir incroyables qui s'en sont prises à des boucs émissaires, des personnes avec les plus vastes tribunes qui ont répandu ce genre de haine», a dénoncé la première vice-présidente d'origine asiatique et afro-américaine. Les Etats-Unis ont



PH: DR

connu ces dernières années plusieurs tueries visant des Afro-Américains, des Juifs, des personnes d'origine latino-américaine.

FRAISES ET GÂTEAU D'ANNIVERSAIRE

Joe Biden a aussi eu à Buffalo des mots de réconfort pour les familles: «le temps viendra» où le souvenir des disparus «mettra un sourire sur vos lèvres avant de faire monter les larmes à vos yeux». Il a énuméré les noms, rappelé qu'une victime avait été fauchée alors qu'elle achetait «des fraises pour faire sa pâtisserie préférée», qu'un papa avait été tué alors qu'il venait chercher «un gâteau d'anniversaire» pour son petit garçon. Le président américain s'est attaché à raconter brièvement des vies marquées par la solidarité familiale et la volonté de rendre service, mentionnant une vieille dame qui allait chaque jour s'occuper de son mari résidant dans une maison de retraite, ou un gardien du supermarché ayant tenté en vain d'arrêter le tueur. Auparavant, le président américain et son épouse s'étaient arrêtés auprès d'un mémorial improvisé, sur les lieux de la tuerie. Jill Biden y a déposé une brassée de fleurs blanches. Joe Biden s'est signé et s'est recueilli. Le Président a une nouvelle fois appelé mardi à réguler les armes à feu:

«Il y a des choses que nous pouvons faire. Nous pouvons bannir les armes d'assaut de nos rues». Mais Joe Biden a toujours buté jusqu'ici sur une opposition républicaine hostile à toute espèce de régulation.

200 FUSILLADES DE MASSE

Selon l'organisation Gun Violence Archive, depuis le début de l'année, les Etats-Unis ont connu en moyenne chaque semaine dix fusillades au cours desquelles quatre personnes au moins ont été blessées ou tuées. Joe Biden a encore rappelé mardi qu'il avait décidé de se lancer dans la course à la Maison Blanche parce qu'il n'avait pas supporté de voir l'ultra-droite parader en août 2017 à Charlottesville (Virginie, sud). Mais depuis son élection, il n'a pu que constater son impuissance à apaiser une Amérique minée par la haine raciale et ensanglantée par la violence par armes à feu. Contraint par sa trop mince majorité parlementaire, confronté à des Etats conservateurs dotés de prérogatives étendues, limité par une Cour suprême désormais fermement ancrée à droite, Joe Biden a dû se contenter d'agir à la marge, par exemple en prenant des décrets sur des limitations marginales des armes à feu.

YÉMEN

Washington soutient les efforts de sortie de crise

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a réaffirmé le soutien des Etats-Unis aux efforts visant à mettre un terme au conflit au Yémen, lors de sa rencontre mercredi avec son homologue yéménite Ahmed Ben Moubarak. Le Département d'Etat américain a, dans un communiqué publié sur son site électronique, indiqué qu'Antony Blinken a lors de sa rencontre avec Ahmed Ben Moubarak, salué les efforts du gouvernement yéménite ayant facilité mardi le premier vol commercial depuis l'aéroport de Sanaa en près de six ans. «Nous soutenons fermement tous ces efforts. Nous sommes avec vous pour essayer de faire avancer les choses et de profiter de ce moment», a dit le secrétaire d'Etat américain. Et de poursuivre: «Je pense que c'est un très bon moment pour nous de pouvoir partager quelques réflexions sur où nous en sommes, où nous allons, et encore une fois, comme je l'ai dit, profiter du fait qu'après tant d'années, il y

a une ouverture pour une paix plus durable, quelque chose dans laquelle les Etats-Unis seront un partenaire et feront ce qui est nécessaire pour aider à la rendre réelle». «Je remercie l'administration américaine d'avoir placé le Yémen parmi ses priorités, d'avoir nommé un excellent envoyé qui a fait un excellent travail pour nous soutenir dans de nombreux aspects. Nous avons célébré hier le premier

vol de - de Sanaa à Amman, et c'était le fruit de notre travail commun», a pour sa part, dit le chef de la diplomatie yéménite. «Nous avons respecté la trêve et nous avons bon espoir de la prolonger. Nous sommes prêts pour la paix. La question est de savoir si les Houthis (mouvement armé) sont prêts pour cela», a-t-il encore dit à M. Blinken. Le Yémen connaît depuis près de sept ans une guerre continue entre les

forces gouvernementales et les Houthis qui contrôlent depuis plusieurs gouvernorats, dont la capitale, Sanaa. Le 1er avril, l'envoyé de l'ONU au Yémen, Hans Grundberg, a annoncé que les parties au conflit avaient décidé d'une trêve renouvelable de deux mois. Depuis 2015, les Houthis ont imposé un siège à la ville de Taiz, ce qui a entraîné une nouvelle détérioration de la situation humanitaire.

IRAN

Quatre morts et sept blessés lors d'une prise d'otage

At least four people, including the assailant, were killed and seven others injured Wednesday during a hostage-taking at a foundation in the west of Iran, officials said. An unnamed member of the Foundation of the Deceased in the City of Ilam, entered a room with a Kalashnikov and two grenades, officials said. The police chief of the province, General Delavar Alqassi-Mehr, said the assailant "took hostages of members of the personnel, started shooting and exploded a grenade, killing three people, including two women, and wounding seven", he added. The toll could rise, with four more injured being found in a "state of criticality", said M. Alghassi-Mehr. The assailant had "motives personal" and "suicidal", he said, according to the official Irna. The incident occurred at 9:00 (04:30 GMT) at the headquarters of the Foundation of the Deceased, one of the most powerful charities in Iran.

CORÉE DU NORD

Kim blâme de nouveau le gouvernement pour la propagation du Covid-19

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a fustigé la négligence et la paresse des fonctionnaires qui ont aggravé l'épidémie de coronavirus dans le pays, ont rapporté mercredi les médias officiels, le nombre de cas dépassant désormais 1,7 million. Présidant une réunion du Parti mardi, le leader a déclaré qu'il y avait «un manque de maturité dans la capacité de l'État à faire face à la crise» et a critiqué «l'attitude non positive, la mollesse et l'inactivité des hauts responsables de l'État», a rapporté l'agence officielle KCNA. La Corée du Nord a enregistré 232.880 nouveaux cas de «fièvre» mardi soir, ce qui porte le bilan total à 1,72 million de cas et 62 décès, selon la même source. Lors de la réunion mardi, Kim Jong Un a promis de «réveiller l'ensemble du Parti comme un volcan actif» pour contrer la propagation du virus. Depuis que le pays a annoncé son premier cas de Covid jeudi dernier, le dirigeant a pris personnellement en main la lutte contre l'épidémie, qui, selon lui, provoque «de grands bouleversements» dans le pays. Il a notamment ordonné un confinement national, sa population n'étant pas vaccinée, et a déployé l'armée pour qu'elle aide à lutter contre le coronavirus. L'armée «a déployé en urgence ses puissantes forces dans toutes les pharmacies de la ville de Pyongyang et a commencé à fournir des médicaments dans le cadre d'un service proposé 24h/24», a déclaré KCNA. L'OMS s'est toutefois inquiétée mardi des ravages que peut provoquer Omicron sur la population non vaccinée de Corée du Nord et a réitéré son offre d'assistance allant des vaccins aux équipements médicaux. Pour l'heure, les autorités de Pyongyang ne semblent pas avoir répondu à ces appels. Le système de santé nord-coréen a été classé 193e sur 195 pays par une étude de l'université américaine Johns Hopkins l'an dernier. Les hôpitaux du pays sont notoirement sous-équipés, avec peu d'unités de soins intensifs. Selon les experts, le pays ne dispose d'aucun traitement contre le Covid-19 et n'a pas les capacités pour tester massivement sa population.

PALESTINE

Nouvelle incursion de colons sionistes dans la mosquée Al-Aqsa

Des dizaines de colons sionistes ont envahi, mercredi, la Mosquée Al-Aqsa, sous la protection de la police de l'occupation, selon des sources locales palestiniennes. Les colons ont pris d'assaut la mosquée sainte et ont effectué des tours dans ses esplanades, indiquent les mêmes sources. Il est à mentionner que les forces de l'occupation sioniste permettent aux colons d'envahir les esplanades de la mosquée et intensifient leurs mesures répressives dans la vieille ville d'El Qods. Au cours du mois d'avril dernier, les esplanades d'Al-Aqsa ont été théâtre de violents affrontements lors desquels les forces d'occupation ont arrêté 894 palestiniens, tiré des balles en métal recouvertes de caoutchouc, des gaz lacrymogènes et des bombes assourdissantes en direction des fidèles, sans tenir compte des lieux saints. Durant le même mois, 21 cas d'agressions contre la Mosquée sainte ont été enregistrés, selon le ministre des Waqfs, Cheikh Hatem Al-Bakri, et plus de 7.274 colons avaient pris d'assaut la Mosquée, sous la protection des forces spéciales lourdement armées.

IL S'APPRÊTE À CHANGER DE CLUB

Les statistiques impressionnantes de Bensebaini à Mönchengladbach

Même s'il n'a pas été épargné par la guigne des blessures qui lui a fait rater plusieurs matches cette saison, le latéral gauche de la sélection algérienne, Ramy Bensebaini, a réussi un bon parcours dans le championnat allemand qui lui permet de postuler à un transfert dans un club meilleur que Borussia Mönchengladbach surtout que ce dernier a échoué à se qualifier à une épreuve européenne la saison prochaine.



PH: DR

En effet, les camarades de Bensebaini ont terminé le championnat à la peu reluisante 10e place au classement alors qu'ils étaient cités parmi les favoris pour prendre une place sur le podium, surtout au vu de leur parcours réussi lors de l'exercice passé ce qui leur a permis de participer à la Ligue des champions européenne. Mais les résultats de cette équipe cette saison risquent de lui valoir une hémorragie au sein de son effectif cet été, puisque plusieurs joueurs sont annoncés sur le départ, dont l'Algérien Bensebaini. En tout cas, le natif de Constantine est bien conforté dans sa conviction par ses statistiques très honorables cette saison. Un site européen spécialisé a publié les chiffres de Bensebaini qu'il a réalisés cet exercice et on peut noter d'emblée qu'il a été tout simplement le défenseur le plus prolifique de la

Bundesliga. En tout et pour tout, Bensebaini a gagné 125 duels dans les 66 matches qu'il a joués avec son club allemand, dont 40 cette saison seulement, alors qu'il en a réussi 47 l'exercice passé, contre 38 lors de celui d'avant. Par ailleurs, l'ancien joueur du Paradou AC a été buteur et a été impliqué dans 17 buts de son équipe au cours des 66 matches qu'il a joués avec elle, en signant 13 buts et délivrant 4 passes décisives. Pour rappel, des rapports de presse ont fait état du désir de certains cadors du championnat allemand de s'offrir les services du défenseur algérien, à l'image du Borussia Dortmund. Les mêmes sources ont même laissé entendre que le transfert de Bensebaini vers Dortmund est imminent

et que les deux clubs s'apprêtent à conclure la transaction contre la somme de 12 millions d'euros.

Hakim S.

IL A ÉTÉ CRÉDITÉ D'UNE SAISON HONORABLE AVEC PARIS FC **Chergui rêve des Verts**



Parmi les joueurs pressentis pour honorer prochainement leur première convocation en sélection nationale, on peut citer le milieu de terrain du Paris FC, Samir Chergui.

Ce dernier, âgé de 23 ans, s'est exprimé sur le sujet non sans afficher son réel désir pour porter les couleurs de son pays d'origine. Le joueur, qui peut évoluer aussi comme défenseur central, a été pour beaucoup dans le parcours honorable des siens cette saison puisqu'ils étaient tout proches d'accéder en Ligue 1 avant de perdre le pari dans les derniers mètres de la course.

"C'est une grosse satisfaction d'avoir réussi un tel parcours chez les pros, reconnaît-il. Ça fait plaisir, c'est la concrétisation de mes progrès. Il ne faut pas oublier que ce n'est que ma première saison complète en L2", a-t-il confié au Parisien. Evoquant la sélection algérienne, il dira : « Ce serait forcément une fierté de représenter un jour l'Algérie mais pour le moment, personne ne m'a approché officiellement. Je ne pense pas à tout ça, je me concentre sur cette belle fin de saison qu'on a à jouer."

H. S.

IL A FAIT PARTIE DU ONZE QUI A BATTU L'ALLEMAGNE AU MONDIAL-82 **Décès de l'ancien international Faouzi Mansouri**

Le club de Montpellier a annoncé hier le décès d'un de ses anciens joueurs, l'international algérien Faouzi Mansouri.

Il avait fait partie des deux Coupes du monde disputées par l'Algérie en 1982 et 1986, mais également porté les couleurs de Nîmes, Montpellier ou Mulhouse. Faouzi Mansouri, ancien international algérien de 66 ans, est décédé comme l'a annoncé le club de Montpellier via un communiqué. Le club héraultais a précisé que Faouzi Mansouri lutait contre une longue maladie depuis plusieurs mois. C'est à Nîmes que le défenseur avait pu disputer plusieurs saisons en Ligue 1.

Faouzi Mansouri avait débuté sa carrière professionnelle chez les crocos, avant de filer à Béziers puis de signer à Montpellier, en



1981. En 1982 il s'envole pour l'Espagne où il disputait une première Coupe du Monde, avec notamment une victoire mémorable contre l'Allemagne, en phase de poule. Avec le club de Louis Nicollin, Faouzi Mansouri aura disputé 61 matches, avec une première pige de deux ans

jusqu'en 1983, puis un retour en 1985, avant de mettre un terme à sa carrière un an après, à l'issue d'un second mondial, au Mexique. Il avait alors, comme beaucoup d'anciens protégés de Loulou, intégré l'entreprise familiale.

H. S.

S
T
R
O
R
S

TIZI-OUZOU. INCENDIES

Sensibilisation à la prévention contre les feux de forêts

La lutte contre les feux de forêt passe impérativement par une prévention adéquate en amont, ont souligné mardi à Tizi-Ouzou des participants à une journée de sensibilisation sur le sujet à la maison de la culture Mouloud-Mammeri.

Lors de cette rencontre à laquelle ont pris part des membres de la société civile et des élus locaux, les responsables des secteurs des forêts et de la protection civile ont exposé un ensemble d'opérations préventives devant être menées pour prévenir le risque d'incendie. Youcef Ould Mohand, conservateur local des forêts a rappelé lors de son intervention "l'importance" des actions de prévention et énuméré les différentes actions et mesures, menées et mises en place, chaque année par les services de la conservation des forêts. Il a, dans ce sillage, appelé à "l'intensification des opérations de prévention, désherbage et incinération réglementé des déchets et détritus, notamment, aux abords des villages et des habitations".

Rappelant que les feux de forêt sont parmi les 10 risques majeures répertoriés en Algérie, Ould Mohand a indiqué que les incendies de l'été dernier ont ravagé une superficie totale de 43.398 ha alors que durant les 10 dernières années réunies il a été enregistré 75.655 ha ravagés par les incendies saisonniers. Pour cette année, "l'ensemble des dispositions habituelles ont été mise en place en collaboration avec les autorités locales et



Ph : DR

tous les moyens disponibles ont été mobilisés", a indiqué, pour sa part, Mohamed Skandraoui, chef de service protection faune et flore au niveau de la conservation. Il a ajouté que "la carte de sensibilité aux incendies à été, également, actualisée en prenant en compte 3 facteurs essentiels, l'historique et la fréquence des incendies, les dégâts causés et la proximité urbaine". M. Skandraoui a aussi souligné que "l'enjeu n'est pas dans le volume des moyens mobilisés mais dans la pré-

vention et l'éveil citoyen pour parer à ces incendies". De son côté, le Colonel Abdelhakim chabour, directeur de la Protection civile, a indiqué que "le dispositif anti incendies est mis en place" insistant lui aussi sur "l'impérative prévention". La rencontre organisée par les 2 directions locales, forêts et protection civile en présence des élus locaux et de la société civile s'ajoute à une caravane de sensibilisation qui s'étale jusqu'au 17 du mois de juin prochain, lancée la semaine écoulée.

MASCARA. REBOISEMENT

Plantation de plus de 90.000 arbustes en six mois

Pas moins de 92.834 arbustes ont été plantés dans la wilaya de Mascara de fin octobre 2021 à fin avril dernier dans le cadre de l'opération de reboisement, a-t-on appris auprès de la conservation des forêts. Le chef de service extension du patrimoine forestier et mise en valeur des terres à la conservation, Sadat Othmane, a indiqué, à l'APS en marge d'une journée d'information et d'évaluation des opérations de reboisement réalisées au titre de la saison 2021-2022, que 92.834 arbustes ont été mises en terre durant la période allant de fin octobre 2021 à fin avril dernier, dans le cadre des opérations de reboisement ayant ciblé les établissements éducatifs et publics, les cités et groupements d'habitat, les espaces verts, les abords des routes et des barrages, les cimetières et les espaces non boisés. Aux initiatives de volontariat pour le repeuplement des espaces non boisés ont pris part plusieurs instances, entreprises publiques et collectivités locales, à l'instar des directions de la protection civile, de la sûreté de wilaya, de l'éducation, de la conservation des forêts, ainsi que le commissariat de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA), les comités de quartiers et les citoyens. Ces opérations concernent la plantation de variétés de plants dont le pin

d'Alep, l'acacia, le genévrier, le cèdre d'Atlantique et d'autres plants d'ornement, selon la même source. Les opérations de volontariat de reboisement, réalisées durant la période allant de fin octobre à fin mars dernier, ont dépassé les objectifs escomptés fixés par la conservation des forêts à 90.000 arbustes, a indiqué M. Sadat. Par ailleurs, la même source a rappelé la mise en terre, durant la campagne de reboisement de 2021-2022 dans la wilaya, de 730.000 arbustes sur une superficie

globale de 770 hectares, faisant observer que cette opération entre dans le cadre du programme d'aménagement et d'extension des superficies forestières et de la protection des bassins versants des zones forestières de 16 communes de la wilaya. La wilaya de Mascara recèle un patrimoine forestier important dont la superficie globale est de 90.223 ha s'étendant sur différentes parties du territoire de la wilaya. La journée d'information, organisée par la conservation des forêts en pré-

sence de cadres de cette administration et de collectivités locales, a été marquée par la présentation de données statistiques des opérations de reboisement concrétisées durant la saison de plantation au titre de l'année 2020-2021, en plus de communications abordant l'importance des opérations de reboisement pour le repeuplement du couvert végétal au niveau des régions forestières et d'espaces verts en milieu urbain et à proximité des routes et des barrages.

OUM EL-BOUAGHI. INCENDIES DE RÉCOLTES

Lancement de la campagne nationale de prévention

Une campagne nationale de prévention des incendies de récoltes a été lancée, mardi, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. Le coup d'envoi de cette campagne nationale a été supervisé par le wali d'Oum El Bouaghi, Zine Eddine Tibourtine, depuis l'unité principale de la Protection civile défunt moudjahid "Allaoua Hadji", en présence du directeur local du secteur, le lieutenant-colonel Abdelaziz Rahmoune et des cadres de la Direction générale de ce corps constitué. S'exprimant en marge du lancement de cette campagne, le colonel Farouk Achour, sous-directeur des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile (DGPC) a déclaré que la campagne nationale de prévention des feux de forêts, vise à orienter et à sensibiliser les agriculteurs sur les mesures préventives visant la protection de leurs récoltes contre les incendies et connaître

les points sensibles qui constituent généralement un point de départ d'incendies, notamment les moissonneuses. Le colonel Achour a ajouté que parmi les objectifs de cette campagne figurent l'accompagnement sur le terrain des agriculteurs et la mise en place des dispositifs d'intervention dans les endroits sensibles, et ce, afin de pouvoir intervenir rapidement dès que l'alerte est donnée. L'initiative, a-t-il souligné, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de protection des cultures à travers le pays afin de garantir la sécurité alimentaire. Le colonel Achour a également annoncé le lancement d'autres campagnes de sensibilisation aux risques liés à la saison estivale, à l'instar des incendies de forêts, des noyades dans les plages et les plans d'eau, en plus des risques d'intoxications alimentaires et des piqûres de scorpion, entre autres.

GHARDAÏA. CÉRÉALES

Une récolte céréalière de plus de 48.000 quintaux attendue

Une production de plus de 48.000 quintaux de céréales, toutes variétés confondues, dont 70% comme semences, est attendue dans la wilaya de Ghardaïa au terme de la campagne moisson battage 2021/2022 qui a débuté mardi. Le coup d'envoi de la campagne a été donné par le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani, dans une ferme agricole privée d'une cinquantaine d'hectares au lieu-dit Oued Métili, dans la daïra de Métili (50 km au sud de Ghardaïa), sous la vigilance des éléments de lutte contre les incendies relevant de la Protection civile. Cette ferme agricole a consacré pour un début quelque 22 hectares sous pivot à la céréaliculture, dont une grande partie en blé dur qui sera collecté par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Laghouat qui a assuré également le suivi de l'itinéraire technique, indiquent les responsables locaux du secteur de l'Agriculture. La wilaya de Ghardaïa a consacré une superficie totale de 1.161 ha de sa surface agricole utile (SAU) à la céréaliculture sous-pivot, selon les données de la Direction des services agricoles (DSA). Sur ces 1.161 ha à moissonner, 861 ha ont été consacrés au blé dur, 35 ha au blé tendre et 265 ha à l'orge, a révélé à l'APS Khaled Djebrit, ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA, précisant que les superficies emblavées sous pivots sont circonscrites dans les communes de Métili, Mansoura, Zelfana et Guerrara. Selon le même responsable, un intérêt particulier est accordé à l'encouragement de la culture du blé tendre qui s'inscrit dans la logique de la réduction de l'importation de la farine boulangère pour le pain, préconisée par les pouvoirs publics. Un rendement moyen de plus de 50 quintaux à l'hectare pour le blé dur, 70 Qx/ha pour le blé tendre et 40 Qx/ha pour l'orge est attendu pour cette campagne, a-t-on souligné. Des moyens conséquents sont mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette campagne, dont une trentaine de moissonneuses à sac et bac, et des camions de transport appartenant à la CCLS de Laghouat, assurent les représentants de la CCLS. Des actions de sensibilisation des agriculteurs à l'obligation de livrer toutes leur production céréalière à la CCLS ont précédé cette campagne de moisson battage.

AÏN-TÉMOUCHENT.

UNIVERSITÉ "BELHADJ BOUCHAÏB"

50 logements promotionnels publics au profit des enseignants

Quelque 50 logements promotionnels publics sont réservés aux enseignants de l'Université "Belhadj Bouchaïb" d'Aïn Témouchent, a-t-on appris du directeur de l'Université, le Dr Abdelkader Ziadi. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour prendre en charge les préoccupations des universitaires notamment celles liées au volet social, ce qui contribuera à améliorer leurs conditions de vie, a ajouté la même source. La direction de l'Université a fixé la fin du mois en cours comme dernier délai d'inscription pour les enseignants désirant bénéficier de ce quota d'habitat disposant des logements de type F3, F4 et F5, a encore souligné M Ziadi. Pour rappel, l'Université "Belhadj Bouchaïb" avait déjà bénéficié d'un programme de 150 logements de fonction.

MUSIQUE

Soolking à la conquête de l'Amérique

Pendant que son dernier tube aux accents merengue, "Suavemente", atteignait une nouvelle fois les sommets des classements en France, le chanteur et rappeur algérien Soolking était en tournée en Amérique du Nord, à la conquête d'un nouveau public.

Après des années de succès des deux côtés de la Méditerranée, le temps était venu de traverser l'Atlantique et de goûter à des salles comme l'Apollo Theater de New York. "Je ne pensais pas qu'un jour dans ma vie j'allais venir chanter ici. Là, je suis là et franchement, je +kiffe+", a savouré Soolking, lors d'un entretien accordé à l'AFP dans les coulisses de la légendaire salle d'Harlem où il s'est produit vendredi, mettant ses pas dans ceux de Billie Holiday, Aretha Franklin et James Brown. "C'est une salle mythique comme nous à Paris l'Olympia. Il y a eu beaucoup d'artistes légendaires qui (y) ont +performé+. Donc c'est un honneur pour moi et c'est cool. Je suis content", a-t-il ajouté.

"L'HUMAIN"

À 32 ans, le natif de la banlieue d'Alger continue d'ignorer les frontières, lui dont le nom d'artiste vient d'un personnage de la série manga "One piece", et qui avait connu le succès en 2018 grâce à "Guérilla",



un morceau inspiré de sa galère de sans-papiers. Deux albums et plusieurs tubes plus tard, Soolking a franchi une nouvelle étape ce printemps avec une tournée nord-américaine, qui l'a mené de Montréal à Washington en passant par Chicago et New York. "Peu importe le pays où on m'écoute", dit le chanteur aux multiples inspirations, entre hip-hop, raï et musique latino, et qui veut d'abord "aller chercher l'humain, puisque la musique avant tout, c'est du +feeling+". "Dans mon pays d'origine, j'ai des gens qui m'écotent et j'ai des gens qui ne m'écotent pas", ajoute-t-il. À

l'Apollo, face à une foule de fans dansant, chantant et brandissant des drapeaux algériens, Soolking semblait jouer à domicile. "C'est juste génial de voir quelqu'un de notre pays avoir son nom en lumière à New York", s'enthousiasme Sarah Hammedi, 26 ans, venue avec trois cousins de l'État du New Jersey voisin.

"C'est incroyable, il représente l'Algérie", applaudit-elle. L'une de ses cousines, Dilia, 18 ans, a l'impression d'être "revenue à la maison". "C'est tellement une icône dans notre pays (...) Ça fait chaud au coeur", se réjouit-elle.

TÉMOIN DES SIÈCLES ET NARRATEUR DES TEMPS

Le Qanun, instrument de musique traditionnelle

Le qanun, cet instrument noble de musique traditionnelle, témoin des siècles, présent aux premiers rangs des orchestres classiques de musiques savantes, représente la richesse du patrimoine culturel de nombreux pays, un narrateur des temps, dont les méthodes d'apprentissage sont simplifiées par le musicien passionné, Mohamed Saâdaoui dans son ouvrage "Méthodes de Qanun", à paraître prochainement.

Bien que son invention ait été attribuée au philosophe musulman d'origine perse, Abû Nasr Al-Fârâbî, le Qanun aurait existé bien avant, à l'époque de l'empire byzantin, où il était "très présent dans la musique savante profane", explique le maître-qanuni, avant d'ajouter qu'au Xe siècle, il figurait dans les contes des "Milles et une nuits".

Introduit dans l'instrumentarium musical traditionnel algérien via la Tunisie vers 1835, le Qanun était encore absent dans l'orchestre de Sfindja, à la fin du XIXe siècle, pour le voir apparaître à l'époque de Larbi Bensari à Tlemcen au début du 20ème siècle et bien après à Alger, grâce à Boudjemaâ Fergane. Le spécialiste du qanun rappelle, avec regret, l'absence d'écoles dédiées à l'apprentissage de cet instrument et encore moins de classes dans les différents instituts de musique en raison de l'inexistence de professeurs qualifiés, ce qui a réduit l'apprentissage à l'oralité et l'expérience pratique des maîtres qui

enseignent.

Après "huit ans de recherches et d'études" de plusieurs méthodes d'apprentissage d'éminent qanunis à travers le monde, et exploré pendant longtemps les différents styles et techniques de jeu, le musicien chercheur a mis au point une "méthode idoïne" qui pourrait donner les meilleurs résultats à terme et rendre cet instrument plus accessible à l'universalité.

Apportant du nouveau dans la méthodologie, basée sur une "pédagogie progressive propre" et dans le développement de l'harmonie, l'auteur a créé environ 2000 exercices, avec et sans plectre (lamelle pour faire vibrer les cordes), après les avoir structurés en chapitres en explorant le domaine de l'harmonie. Instrument à cordes pincées de la famille des cithares sur table, le Qanun, souvent qualifié de "magique et de céleste", est utilisé dans le monde arabe, en Asie mineure et sur la rive sud de la méditerranée.

Cet instrument traditionnel a connu les premières transformations au XIXe siècle, avec l'introduction, par les "luthiers de l'Empire ottoman", de leviers ("mandal" en turc et "âorab" en arabe), à sa gauche près des chevilles, pour modifier la hauteur du son. De nos jours, le qanun présente une forme trapézoïde et compte 78 cordes, avec une caisse de résonance en noyer, acajou ou en érable, à l'épaisseur variant selon les modèles de 3 à 10 centimètres. Rappelant que

l'instrument possède un registre tonal qui s'étale des sonorités basses à celles aiguës (3 octaves et demi), l'auteur a précisé que les partitions pour Qanun, s'écrivaient, comme pour le piano et la harpe.

Après un passage à l'association de musique andalouse El-Fekhardjia et une reconversion réussie du piano au qanun, Mohamed Saâdaoui a rencontré le grand qanuni turc Halil Karaduman, avec qui il collaborera longtemps pour promouvoir davantage cet instrument en Algérie. Il a, entre autres, enseigné pendant 12 ans dans différentes associations de

musique andalouse de Moulana (Ezziria, Balabel El-Andalous et El-Anasser).

En 2010, il fonde l'Ensemble "Ibnou Sina", avec lequel il, anime plusieurs concerts en Algérie et à l'étranger, enregistre des albums et encadre des séminaires et symposiums scientifiques, des ateliers, et assure plusieurs représentations, avec le qanun comme axe principal, au Festival international du qanun est organisé par l'Institut des arts traditionnels turcs et l'Association pour les musiques et cultures d'Anatolie.

ENCHÈRES

La guitare de la rupture d'Oasis vendue 385 500 euros

La guitare Gibson de Noel Gallagher, brisée un soir de 2009 en même temps que le groupe Oasis implorait, a trouvé preneur mardi pour 385 500 euros avec frais, lors d'une vente aux enchères à Paris. Mise en vente à 150.000 euros prix de départ, l'instrument de la discorde entre les frères Noel et Liam Gallagher, symbole de l'éclatement d'Oasis, a tout juste atteint l'estimation basse de 300 000 euros, plus 85.500 euros de frais.

"C'est un des paris qu'on a voulu faire", explique à l'AFP Arthur Perault, cofondateur d'Artpèges, la galerie responsable de la vente. L'expert en musique s'est dit "plutôt content" de cette séance qui inaugure la "rock memorabilia" (mémoire du rock) à l'Hôtel Drouot, principale place d'enchères parisienne. Fracassée en loge au festival Rock en Seine 2009 par Noel, puis restaurée en 2011, la Gibson couleur rouge sang était présentée avec son étui d'origine et une note de son ancien propriétaire, signée "Peace, love and bananas". Parmi les autres lots phares, un costume "bondage" tout de cuir et chaînes porté par

Martin Gore, tête pensante de Depeche Mode, a égalé l'estimation haute en trouvant preneur pour 15.528 euros TTC. L'ensemble était également accompagné de bracelets de force assortis et d'un médiateur usagé.

Autre vente notable, celle de la basse de Corine Marienneau, membre emblématique du groupe français Téléphone dans les années 70 et 80. La quatre cordes a été adjugée au prix de 16 563 euros, un montant dans la fourchette d'estimation. L'étonnant 45 tours de Johnny Hallyday, dédié par un Jimi Hendrix pas encore connu en 1966, alors qu'il était à Nancy pour assurer la première partie de l'idole des jeunes, a accroché l'estimation basse avec une enchère à 10.352 euros. Sur ce vinyle à l'histoire folle, "Johnny" a aussi griffonné sa signature dans les années 2010, avant d'être rejoint par Matthieu Chedid alias M.

Au total, 85 lots étaient proposés mardi par l'Hôtel Drouot, entre amplis des années 60, sérigraphies d'albums de Pink Floyd et photos de rockstars.

CONSEIL NATIONAL DES ARTS ET DES LETTRES Les nouveaux membres installés

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a procédé mardi à Alger à l'installation des nouveaux membres du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), présidé par l'académicien et critique littéraire, Abdelmalek Mourtadh. Composé de 13 membres, dont des représentants des ministères de la Culture et des Arts, et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le conseil réunit des plasticiens, musiciens, comédiens de théâtre et de cinéma et des figures du monde des arts et de la culture. Parmi les nouveaux membres désignés au sein de cette instance consultative, figurent le metteur en scène Missoum Laaroussi, vice-président et représentant du ministère de la Culture et des Arts et Lazreg Mohamed-Salah, également vice-président et représentant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Le cinéaste Ali Mouzaoui, le chorégraphe Nouara Idami, le chef d'orchestre Lotfi Saïdi ou encore la plasticienne Djazia Cherih, comptent aussi parmi les nouveaux membres désignés du Cnal. La nouvelle composante du Cnal compte également les comédiens Bahia Rachedi, Samir Bouannani, Ilyes Benbakir, le chanteur et danseur Hakim Salhi et les universitaires Djazia Fergani et Mechri Benkhefifa.

S'exprimant lors de cette cérémonie, la ministre de la Culture et des Arts, a mis en exergue "le rôle important de l'artiste dans l'accompagnement des mutations et changements sociaux et la préservation de l'identité algérienne". "Le renforcement du rôle et de la place des artistes ne peut se faire que par la valorisation de leurs compétences et l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles qui seront prises en charge dans le cadre du Cnal", a affirmé Soraya Mouloudji.

Pour sa part, le nouveau président du Conseil, Abdelmalek Mourtadh, a assuré "ne ménager aucun effort" pour remplir l'ensemble des tâches qui lui sont confiées, et que des propositions de réformes peuvent être introduites à ce conseil consultatif. Créé en 2011 par décret exécutif, le Conseil national des arts et des lettres est placé sous tutelle du ministère de la Culture. Il est composé de treize membres dont des personnalités du monde des arts et des lettres.



HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 19 MAI 2022 - PRIX : OLIANARA - TROT ATTELÉ
DISTANCE : 2 500 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUINTÉ

Eclair de l'Elle, difficile à battre

Tout le plaisir est pour les turfistes amoureux du trot attelé qui auront à négocier ce jeudi à l'hippodrome de Zemmouri avec ce prix Olianara réservé pour les trotteurs français n'ayant pas totalisé la somme de 380.000 DA en gains et places depuis octobre passé. Un superbe quinté fort bien conçu avec la présence d'Eclair de l'Elle, Vipsos de Guez, Eclair de Rage, Dune Mesloise qui forment un carré le mieux huppé en compagnie de Athos de Boisney, Fancy Free ou Cactus d'Yvel.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. CODEX BOURBON. Il n'aura pas la tâche facile en pareille compagnie. À revoir.

2. COCULUPIN. Rien à voir.

3. ECLAIR DE L'ELLE. Ce cheval de première série sur sa forme, n'aura pas à trop forcer sur son talent pour remporter la victoire. À suivre sans voir.

4. UMA. En cas d'incident de parcours elle peut tout juste finir pour une cinquième place.

5. ATHOS DE BOISNEY. Il peut comme beaucoup d'autres décrocher une cinquième place.

6. DUNE MESLOISE. Cette bonne trotteuse est là pour figurer parmi les

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
HAMDANI/SMIDA	1	CODEX BOURBON	A. CHELLAL	2500	A. TIAR
N. BOUZAHAR	2	COCULUPIN (0)	C. SAFSAF	2500	C. SAFSAF
MME. H. DIREM	3	ECLAIR DE L'ELLE	M. BENCHOUK	2525	PROPRIÉTAIRE
S. AMAROUAYACHE	4	UMA	Y. MEZIANI	2525	Y. MEZIANI
B. AMRAOUI	5	ATHOS DE BOISNEY	S. FILIRI	2525	S. FILIRI
M. BECHAIRIA	6	DUNE MESLOISE	A. BENAYAD	2525	PROPRIÉTAIRE
H. GUEROUI	7	DARK NIGHT (0)	N. TIAR	2525	N. TIAR
S. MESSOUS	8	ESUS DE VIETTE	RK. FOUZER	2525	PROPRIÉTAIRE
K. MEZIANI	9	VORTEX D'ANJOU (0)	S MEZIANI	2525	S. MEZIANI
A. CHAABANE	10	VIPSOS DE GUEZ	A. BENHABRIA	2525	MS. CHAABANE
L. BOUDJEMAA	11	CACTUS D'YVEL (0)	N. HADDOUCHE	2525	B. SLIMI
M. BENDJEKIDEL	12	FUNKY FAMILY (0)	AL. BENDJEKIDEL	2550	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	13	FANCY FREE	S. FOUZER	2550	PROPRIÉTAIRE
A. CHAABANE	14	ECLAIRE DE RAGE	A. SAHRAOUI	2550	MS. CHAABANE

meilleures places du podium.

7. DARK NIGHT. C'est un cheval qui préfère moins long mais comme le lot n'est pas tellement consistant à l'arrière, il peut décrocher une cinquième place.

8. ESUS DE VIETTE. Sur ce parcours il peut tout juste être aligné dans une longue combinaison.

9. VORTEX D'ANJOU. Rien à voir.

10. VIPSOS DE GUEZ. Il trouve ici un bel engagement pour se distinguer avec sur le sulky Amine Benhabria. À suivre sans voir.

11. CACTUS D'YVEL. Il a bien fini sa course lors de sa victoire en dernier lieu

sur les 2200m, avec un lot moins huppé. Outsider moyen.

12. FUNKY FAMILY. Elle peut tout juste faire partie des prétendants aux places. Outsider moyen.

13. FANCY FREE. Elle va être notre outsider préféré.

14. ECLAIRE DE RAGE. Il a beaucoup progressé depuis, on ne peut lui faire un interdit pour les places.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

3. ECLAIR DE L'ELLE – 10. VIPSOS DE GUEZ – 6. DUNE MESLOISE – 14. ECLAIRE DE RAGE - 5. ATHOS DE BOISNEY

LES CHANCES

13. FANCY FREE – 11. CACTUS D'YVEL

Arrestation de 13 individus accusés de semer la terreur dans un quartier résidentiel à El-Harrach (Alger)

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté d'El Harrach ont arrêté 13 individus accusés d'avoir semé la terreur à l'arme blanche dans un quartier résidentiel et incité au rassemblement armé, a indiqué hier, un communiqué des services de la sûreté d'Alger. La brigade de la police judiciaire de la sûreté d'El Harrach a pu "neutraliser une bande de quartier accusée de semer la terreur dans un quartier résidentiel, de provoquer des rixes sur la voie publique en usant d'armes blanches et de troubler l'ordre public tout en faisant obstruction aux missions de la force publique, d'incitation au rassemblement armé et d'intervention pour faciliter l'évasion des individus arrêtés", a expliqué la même source. Treize (13) individus ont été arrêtés et des armes blanches saisies. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant le parquet territorialement compétent, a précisé le communiqué.

Des espèces de dauphins de 20 millions d'années identifiées en Suisse

Des espèces jusque-là inconnues de dauphins sillonnaient les océans il y a vingt millions d'années, y compris la mer qui recouvrait la Suisse, où ont été découverts des centaines de fossiles datant de cette période, ont indiqué mardi des chercheurs de l'Institut de paléontologie de l'Université de Zurich. Après avoir examiné quelque 300 fossiles de baleines et de dauphins découverts en Suisse et datant de cette période, les chercheurs ont identifié deux espèces jusqu'à présent inconnues, a indiqué l'université. Passant au peigne fin des fragments de dents, de vertèbres et d'os découverts dans les couches de sédiments marins, les paléontologues ont recherché les os de l'oreille interne, rarement retrouvés, et qui permettent de classer les espèces. "Nous avons réussi à identifier deux familles de dauphins auparavant inconnues en Suisse", a indiqué le paléontologue Gabriel Aguirre dans le communiqué de l'université.

Tramway d'Alger : l'exploitation suspendue sur le tronçon Caroubier-Ruisseau à partir d'aujourd'hui

L'entreprise Métro d'Alger (EMA) a annoncé, hier, dans un communiqué, la suspension de l'exploitation du Tramway d'Alger sur le tronçon Caroubier-Ruisseau, et ce, à partir de ce jeudi. "Suite aux travaux de démolition d'une bâtisse au niveau de la rue Tripoli, entrepris par la circonscription administrative d'Hussein Dey, EMA et SETRAM sont contraints de suspendre l'exploitation du Tramway d'Alger

sur le tronçon reliant Caroubier à Ruisseau, à partir de jeudi 19 mai 2022", est-il indiqué dans le communiqué. Pour assurer le transport des usagers, des bus de substitution de l'ETUSA seront mis en place durant toute la période d'arrêt d'exploitation du Tramway, souligne la même source. Par ailleurs, le Tramway reste opérationnel sur le tronçon reliant Caroubier à Dergana centre, selon le communiqué.



Six morts et 187 blessés sur les routes durant les dernières 24 heures

Six personnes ont trouvé la mort et 187 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas du pays durant les dernières 24 heures, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa où trois personnes ont trouvé la mort sur le lieu de l'accident et quatre autres ont été blessées, suite à une collision entre deux véhicules et un camion sur la RN 16, dans la commune de Bir El-Atter. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour prodiguer les premiers soins à quatre personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur domicile dans la commune d'Oued El Chaâba à Batna. Par ailleurs, les mêmes secours sont intervenus pour l'extinction de quatre incendies urbains et de récoltes dans les wilayas de Tizi-Ouzou et El-Meniaâ.



Un "nombre croissant" d'objets non identifiés dans le ciel

Un "nombre croissant" d'objets non identifiés sont signalés dans le ciel depuis 20 ans, a indiqué mardi un responsable du Pentagone devant des élus américains, sans aller jusqu'à confirmer la présence de vie extraterrestre. Pour la première fois en plus de 50 ans, le Congrès américain tenait une audition publique consacrée aux "phénomènes aériens non-identifiés". "Depuis le début des années 2000, nous avons observé un nombre croissant d'objets non autorisés ou non identifiés", a déclaré Scott Bray, le directeur adjoint du renseignement pour la US Navy. Le responsable a attribué cette hausse "aux efforts considérables" de l'armée américaine consacrés à "déstigmatiser l'acte de signaler les observations" et au progrès technologique. Il a toutefois indiqué n'avoir rien détecté "qui puisse suggérer une origine non-terrestre" à ces phénomènes. Mais n'a pas non plus définitivement exclu cette possibilité.

En juin 2021, le renseignement américain avait déjà affirmé dans un rapport très attendu qu'il n'existait pas de preuves d'existence des extraterrestres, tout en reconnaissant que des dizaines de phénomènes constatés par des pilotes militaires ne pouvaient pas être expliqués. Certains pourraient s'expliquer par la présence de drones ou d'oiseaux créant la confusion dans les systèmes radars des militaires américains. D'autres pourraient découler de tests d'équipements ou de technologies militaires effectués par d'autres puissances, comme la Chine ou la Russie. L'armée américaine et le renseignement cherchent surtout à déterminer si ces "phénomènes aériens non-identifiés" peuvent être liés à des menaces contre les Etats-Unis.

À 112 ans, un Vénézuélien devient l'homme le plus vieux du monde

Un agriculteur vénézuélien de 112 ans, Juan Vincente Pérez, est désormais l'homme le plus vieux du monde après le décès d'un Espagnol, a annoncé mardi le Guinness des records. Né le 27 mai 1909 dans la ville d'El Cobre, dans l'Etat de Tachira (ouest), Juan Vincente Pérez est officiellement l'homme vivant "le plus âgé" au monde, a indiqué dans un communiqué le Guinness qui a effectué la vérification le 4 février. "Il a une santé et une mémoire exceptionnelles. Il se souvient de son enfance, de son mariage, des noms de ses



frères, enfants et petits-enfants", indique le Guinness à propos de cet homme qui vit dans la localité montagnaise de San José de Bolivar, également dans l'Etat de Tachira, et fêtera dans dix jours ses 113 ans. "Il aime être entouré de sa famille et de ses

amis pour converser et raconter des histoires", ajoute l'organisation de records mondiaux basée au Royaume-Uni. Son secret de longévité ? Travailler dur, bien se reposer la nuit et "boire un verre d'eau-de-vie tous les jours". M. Pérez a com-

mencé à travailler dès son plus jeune âge comme agriculteur. A cinq ans, il aidait déjà ses parents pour récolter le sucre et le café. Une fois adulte, il a travaillé comme huissier pour résoudre des différends fonciers dans le village de Caricuena où il vivait à l'époque. Veuf depuis 25 ans après 60 ans de mariage, il a eu 11 enfants, 41 petits-enfants, 18 arrière-petits-enfants et 12 arrière-arrière-petits-enfants. La famille est "très reconnaissante pour l'état de santé" dont jouit le patriarche, selon une de ses filles, Nelyda.

MISE AUX POINGS

"Soucieux de préserver cette souveraineté et cette indépendance, dont nous nous apprêtons à célébrer le 60e anniversaire de leur recouvrement, le peuple algérien uni, fidèle à lui-même, et imbu de ses valeurs nationales, est assez lucide pour comprendre, sous tous leurs angles, les conspirations qui se trament contre lui, aussi bien dans la sphère publique que privée",

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eur1 Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél./Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 21 km/h
Humidité : 69 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 18 km/h
Humidité : 84 %

Dohr : 12h45
Assar : 16h35
Maghreb : 19h55
Îcha : 21h30

Vendredi
19 chaoual
Sobh : 03h53
Chourouk : 05h37

DES DIZAINES DE DIPLOMATES DÉCLARÉS « PERSONNA NON GRATA »

Moscou rend la pareille à Paris, Madrid et Rome

En réponse aux expulsions en avril de 41 diplomates russes par Paris, 27 fonctionnaires dans les représentations diplomatiques en Espagne et Italie, Moscou a annoncé hier, l'expulsion de dizaine de diplomates français, espagnols et italiens des territoires russes, avertissant que la démarche de ces trois pays européens impactera « négativement » les relations bilatérales entre la Russie, La France, l'Espagne et l'Italie.



Ph : DR

L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Levy a été auparavant convoqué par le ministère russe des Affaires étrangères, hier, pour lui faire savoir que la Russie a décidé l'expulsion de 34 diplomates français, en réponse aux expulsions en avril par la France de 41 diplomates russes.

Comme le rapporte dans un communiqué la diplomatie russe, l'ambassadeur de France à Moscou Pierre Levy a été convoqué par le ministère russe des Affaires étrangères et s'est vu remettre une note signifiant la décision des autorités russes, dans laquelle il est mentionné que «le 18 mai (hier : Ndlr), l'ambassadeur de France en Russie Pierre Lévy a été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères ». Une vive protestation, est-il indiqué « a été exprimée à l'ambassadeur (Pierre Levy) après la décision » que Moscou qualifie de « provocatrice et injustifiée » des autorités françaises de déclarer 41 diplomates russes en France « persona non grata ». Il a été souligné dans le document remis au diplomate français que la démarche des autorités françaises visant les diplomates russes « portait préjudice aux relations franco-russes et à une coopération bilatérale constructive », relate le

communiqué du ministère de Sergueï Lavrov. La note précise que les 34 diplomates français concernés par leur expulsion « doivent quitter le territoire russe d'ici deux semaines ». Paris dénonce une décision « sans fondement légitime ». La France a très vite dénoncé une décision qui ne repose selon Paris « sur aucun fondement légitime ».

Autre pays membre de l'Union européenne et de l'Otan que ses diplomates ont été invités à quitter le territoire russe, est l'Espagne, qui son ambassadeur Marcos Gomez Martines a été lui aussi convoqué par Moscou, pour lui signifier, que 27 fonctionnaires répartis entre l'ambassade d'Espagne à Moscou et son consulat général à Saint Petersburg sont « persona non grata » et doivent quitter la Russie, à moins d'une semaine, soit avant mercredi prochain. Avertissant Madrid que sa décision d'expulser 27 fonctionnaires russes des représentations diplomatiques de la Fédération de Russie en Espagne « est inamicale et impactera négativement les relations entre les deux États (Russie et

Espagne : Ndlr) ». Aussi, la porte-parole du Mae russe, Maria Zakharova a fait savoir hier, que Moscou va procéder à l'expulsion de 24 diplomates italiens de Russie, en réponse à une décision similaire sur des diplomates russes, annoncée par Rome.

K. B.

LIVRAISONS DES MANUELS SCOLAIRES AUX ÉCOLES

Le dernier délai fixé au 30 juin prochain

Dans une circulaire adressée aux différentes directions de wilayas, le ministère de l'Éducation nationale a fait savoir que l'opération de distribution des manuels scolaires sur les différents établissements éducatifs des trois paliers se fera avant la fin du mois de juin prochain.

Le MEN a expliqué que la démarche vise à assurer l'acheminement du livre scolaire vers les élèves sans qu'il y ait de retard et ce pour préparer une bonne rentrée des classes. Pour organiser cette opération, le ministère a fixé deux étapes. Dans ce sens, l'Office national des publications scolaires (ONPS) doit assurer dans un premier temps la disponibilité des manuels en quantités suffisantes dans les centres de distribution et d'édition pédagogiques au niveau des wilayas et procéder à leur distribution et livraisons à toutes les écoles avant le 30 juin 2022.

Pour la seconde étape, le Men a précisé dans sa circulaire que les chefs d'établissements éducatifs auront le rôle de recevoir leurs quotas de livres et de procéder par la suite à la vente de ces manuels ou leur distribution aux élèves nécessaires. D'autre part, le ministère de l'Éducation avait décidé de l'introduction d'une allocation de vente des manuels scolaires à partir de la prochaine année scolaire. Les détails autour de cette allocation seront révélés ultérieurement.

Ania Nch

RECRUTEMENTS AU POSTE DE SUPERVISEUR

L'exclusivité accordée au cycle primaire

Le ministère de l'Éducation nationale a informé les directions de l'éducation des wilayas que des changements ont été décidés concernant la répartition des nouveaux postes budgétaires liés au recrutement au poste de superviseur de l'éducation.

Dans une circulaire émise par les services de la direction générale des ressources humaines et de la formation au ministère, il a été signifié que les nouveaux postes budgétaires de superviseur de l'éducation seront accordés exclusivement au cycle primaire. Dans ce sens, les directeurs de l'éducation ont été appelés à l'élaboration des décisions d'intégration au poste suscité et leur dépôt au niveau des services du contrôle financier avant la date du 20 mai en cours. Par ailleurs, le ministère de l'Éducation a annoncé l'interdiction formelle de procéder à un quelconque transfert dans le même poste depuis le cycle primaire vers le cycle moyen ou secondaire.

A. N.

PARTI DES TRAVAILLEURS

La première session ordinaire du CC se réunit ce week-end

Le Parti des travailleurs tiendra les vendredi et samedi, à l'Hôtel Riad de Sidi Fredj à Alger, la première session ordinaire du comité central issu du 8ème congrès.

Rappelant, que les travaux de ce 8e congrès, organisé les 25 et 26 mars à Alger, ont été sanctionnés par l'élection des 75 membres du CC du parti issus de 41 wilayas, lesquels ont voté « à l'unanimité » en plénière en faveur de Louisa Hanoune, unique candidate, pour un nouveau mandat au poste de secrétaire générale.

Dans son allocution à l'occasion, Hanoune a estimé que «c'est une mission difficile» d'assumer ce poste dans la conjoncture nationale et internationale actuelle, se félicitant du «succès» de ce congrès qui constituera un nouveau départ en termes de réorganisation interne du parti, en prévision de la réalisation des objectifs fixés», d'autant que la nouvelle direction du parti veillera à garantir «la continuité et le renouveau» dans les rangs du PT.

Les travaux du congrès ont également été ponctués par le vote à l'unanimité de la nouvelle composition du comité de contrôle des questions organisationnelles, constituée de 7 membres.

Sarah O.

SOUS-RIRE

Un cadre du MEN à propos du BAC :
" La fuite des sujets est quasi -impossible "



Belkacem